

# Crier « Marre d'en avoir marre » ou vouloir « dégager » les gouvernants actuels, ça ne suffit pas !

Ces dernières années, la répression des mouvements sociaux – contre la « loi travail » ou la réforme des retraites, contre les gilets jaunes... – s'est fortement durcie. La bourgeoisie a intensifié sa politique d'austérité et le contrôle social, pour partie grâce à la pandémie, tandis que les politiques et les médias s'employaient toujours à nous convaincre qu'il n'y a pas d'alternative possible.

Le marasme ambiant a nourri une colère et un ressentiment auxquels l'appel « Bloquons tout ! » a tenté de répondre en proposant une perspective émancipatrice. Le 10 septembre a ainsi posé un jalon en constituant un mouvement autonome par rapport aux partis et aux centrales syndicales. C'est un mouvement important s'il permet de recréer du lien, de la confiance et une conscience de ses forces, mais il ne peut durer que s'il est massivement rejoint par des exploité-e-s pas encore mobilisés.

La dynamique « 10 septembre » a été diverse, dans ses formes d'action comme dans ses objectifs, selon les régions, et selon qu'elle se déroulait dans des grandes, moyennes ou petites villes, voire des villages. Sa composition sociale, l'âge de ses participant-e-s, le choix des actions menées... ont largement contredit la propagande du gouvernement et des médias qui la réduisait à l'« ultragauche violente ».

Sentant qu'il y avait là une potentielle dynamique, les grandes centrales syndicales avaient d'ailleurs été obligées de l'intégrer à leur calendrier, et même d'appeler à y participer. Le 10 septembre a constitué une bonne surprise par le nombre de personnes qui ont pris part à cette protestation sociale, et aussi parce qu'une proportion non négligeable d'entre elles s'engageait dans cette voie pour la première fois.

## Plusieurs écueils nous semblent maintenant à éviter pour que le mouvement perdure :

- Croire que la lutte à mener est seulement contre le plan d'austérité décidé par Macron, ou que la chute du gouvernement pourrait changer la donne. Le remplacement de Barnier par Bayrou puis Lecornu ne change rien : on prend les mêmes et on recommence, pour toujours plus d'austérité et de répression sociales. Cela parce que peu importe qui dirige les Etats : notre adversaire est un système d'exploitation économique à l'échelle mondiale, le capitalisme. L'arrivée au pouvoir en France de la gauche institutionnelle n'augmenterait que le nombre de miettes distribuées pour que l'ordre établi demeure ; et l'extrême droite, quant à elle, n'en a qu'après les immigré-e-s : elle n'est pas contre le capitalisme. Lecornu a « lâché » sur les deux jours fériés... comme le gouvernement avait peut-être prévu de le faire dans ses négociations avec les centrales syndicales, si ça permettait qu'elles acceptent le reste de son plan.



- Faire d'un moyen une fin, par exemple en pratiquant « le blocage pour le blocage ». Les blocages des infrastructures ne peuvent évidemment détruire le système capitaliste : il faut également que le travail cesse dans les entreprises. Qui plus est, les blocages actuels sont bien trop peu importants pour gêner vraiment l'économie. De même, parler de « grève générale immédiate » relève de l'incantation tant que la participation aux grèves dans les entreprises et les établissements publics est aussi faible. Gardons donc à l'esprit que le « blocage » n'est pas plus que la « grève générale » LA recette infaillible, et considérons plutôt les divers moyens d'action mis en œuvre dans la dynamique actuelle (blocages, grèves, manifs...) comme complémentaires.

- Vouloir appliquer un discours idéologique sur la dynamique « 10 septembre » plutôt que d'analyser concrètement tant son contenu que ses limites. Ou encore, pour faire passer ce discours et imposer la « bonne » direction à cette dynamique, ne retenir du mouvement des GJ que ses manifestations parisiennes, alors que ce mouvement a surtout été important, politiquement, par son énorme ancrage sur les ronds-points et sa spontanéité.

- Ostraciser les syndiqué-e-s. Ce serait une erreur car beaucoup d'entre eux sont conscients que leurs directions veulent toujours contrôler les mouvements autonomes, notamment en décidant des « journées d'action » très espacées, et c'est ce qui les conduit à être dans ces mouvements (en mettant même des outils syndicaux à leur disposition).

Sans nous leurrer sur la réalité de la dynamique en cours – au risque de contribuer à engendrer une grosse déception préjudiciable pour les mouvements suivants –, gardons enfin à l'esprit cette certitude : il n'y a aucune fatalité à ce que les bureaucraties syndicales adouées par l'Etat prennent une fois encore la main sur une mobilisation. Alors, ne les laissons pas faire. De même, dépassons les catalogues d'actions établis lors d'AG trop souvent perdues dans un formalisme qui conduit à leur désertion. Ayons des débats de fond pour décider nous-mêmes de ce que nous voulons faire !

**Organisation communiste libertaire (OCL),  
nous contacter : [oclibertaire@riseup.net](mailto:oclibertaire@riseup.net)**